

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1983/SR.58
21 mars 1983

.....
Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-neuvième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE (PARTIEL)* DE LA 58ème SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le vendredi 11 mars 1983, à 15 heures

Président : M. OTUNNU (Ouganda)

SOMMAIRE

- Question d'une convention relative aux droits de l'enfant (point 13 de l'ordre du jour) (suite)
- Projet d'ordre du jour provisoire de la quarantième session de la Commission (point 26 de l'ordre du jour)
- Déclaration de clôture du Sous-Secrétaire général, Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, et discussion concernant le mode de présentation futur du rapport de la Commission
- Clôture de la session

* Il n'est pas établi de compte rendu pour le reste de la séance.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.6108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 15 heures.

Le débat résumé commence à 17 h 35.

QUESTION D'UNE CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT (point 13 de l'ordre du jour)
(suite) (E/CN.4/1983/L.1 et Add.1)

1. M. THWAITES (Australie) remercie le Groupe de travail sur la question d'une convention relative aux droits de l'enfant pour son rapport (E/CN.4/1983/L.1 et Add.1) et regrette que le Président-Rapporteur ne soit pas en mesure de présenter ce rapport en séance.
2. M. Thwaites a quelques réserves à formuler au sujet de la manière dont le rapport a été établi. En premier lieu, le fait d'avoir présenté séparément le résumé de la discussion et les propositions est, dans la pratique, une source de répétitions et de confusion, et réduit l'utilité du rapport. En deuxième lieu, le document est trop concis; pour le prochain rapport, il serait préférable de prendre pour modèle celui du Groupe de travail qui a été chargé d'un projet de convention contre la torture (E/CN.4/1983/L.2), plus proche des exigences à satisfaire. Le représentant de l'Australie est convaincu qu'à sa prochaine session la Commission disposera d'un rapport encore meilleur sur la question considérée.
3. Le SECRETAIRE regrette que certaines erreurs se soient glissées dans le texte du rapport. En particulier, deux paragraphes manquent à l'article 12 dans certaines langues. Le document sera publié ultérieurement sous une forme définitive, et les imperfections actuelles seront alors corrigées.
4. Le PRESIDENT propose à la Commission de prendre note du rapport du Groupe de travail sur la question d'une convention relative aux droits de l'enfant (E/CN.4/1983/L.1 et Add.1).
5. Il en est ainsi décidé.

Le débat résumé est interrompu à 17 h 45 et reprend à 20 h 40.

PROJET D'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA QUARANTIEME SESSION DE LA COMMISSION
(point 26 de l'ordre du jour) (E/CN.4/1983/L.8)

6. Le PRESIDENT appelle l'attention des membres de la Commission sur le projet d'ordre du jour provisoire de la quarantième session (E/CN.4/1983/L.8), et en l'absence de commentaires propose à la Commission de l'adopter.
7. Il en est ainsi décidé.

DECLARATION DE CLOTURE DU SOUS-SECRETAIRE GENERAL, DU CENTRE DES NATIONS UNIES POUR LES DROITS DE L'HOMME, ET DISCUSSION CONCERNANT LE MODE DE PRESENTATION FUTUR DU RAPPORT DE LA COMMISSION

8. M. HERNDL (Sous-Secrétaire général, Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme) souligne, comme il l'a déjà fait à la séance d'ouverture, que les travaux de la Commission et le programme de l'ONU en matière de droits de l'homme comptent parmi les domaines d'activité les plus importants de l'Organisation. La Commission a discuté de questions qui touchent pratiquement à tous les aspects des relations politiques, économiques et sociales internationales, et adopté des décisions et des résolutions sur beaucoup de ces questions. Elle a progressé dans son travail d'élaboration de principes et de règles dans divers domaines. Un nouvel élan a été donné

à l'assistance aux gouvernements dans le domaine des droits de l'homme. Il faut rappeler aussi le renouvellement des mandats du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et du Rapporteur spécial sur les exécutions arbitraires et sommaires.

9. Les résultats de la session peuvent être jugés de diverses manières, aussi bien par les membres de la Commission que par l'opinion publique. A présent, il importe de rechercher des moyens d'améliorer encore l'organisation des travaux de la Commission, et d'accroître la contribution du secrétariat à cet égard. Le Sous-Secrétaire général rappelle que deux groupes de travail et la Commission elle-même ont déjà formulé et examiné des propositions au sujet de l'organisation des travaux, et que certaines décisions ont déjà été adoptées sur la rationalisation de l'ordre du jour. Quant à la documentation, M. Herndl veillera personnellement à ce qu'à l'avenir elle soit disponible le plus tôt possible; cependant, l'achèvement de certains documents dépend du calendrier d'autres organes et des rapporteurs spéciaux.

10. A propos également de la documentation, M. Herndl tient à soulever certaines questions d'ordre technique concernant le rapport de la Commission au Conseil économique et social. Il rappelle que la rédaction, la traduction et l'adoption du projet de rapport prennent un temps considérable et utilisent d'importants services de secrétariat. D'autres organes de l'ONU, y compris les grandes commissions de l'Assemblée, qui bénéficient de comptes rendus analytiques tout comme la Commission des droits de l'homme, se contentent plutôt de rapports simplifiés indiquant la documentation étudiée, les séances consacrées à chaque point, les propositions concernant les divers points les décisions de l'organe et ses recommandations à l'organe supérieur. Procéder de même à la Commission simplifierait beaucoup les choses, et éviterait également de relancer des débats à connotations politiques alors que l'examen des questions est déjà achevé. Le Conseil économique et social, l'organe même qui reçoit le rapport de la Commission, a adopté en 1979 des directives révisées sur le mode de présentation et le contenu des rapports de ses commissions techniques, directives d'où il ressort clairement que ces rapports doivent être présentés uniquement de manière à faire apparaître clairement et succinctement tous les renseignements dont le Conseil a besoin pour passer en revue les travaux de ses organes subsidiaires et pour prendre une décision sur leurs recommandations.

11. En ce qui concerne les résumés de débats figurant dans les rapports adressés par les commissions techniques au Conseil économique et social, celui-ci a demandé un exposé concis des renseignements que ces commissions jugent essentiels de lui communiquer. Le Conseil a adopté ces directives étant entendu que les commissions techniques pourraient apporter des adaptations spécifiques à la présentation de leurs rapports, compte tenu de leurs fonctions et des questions dont elles s'occupent. Il appartient donc à la Commission des droits de l'homme de décider de la présentation de son rapport, mais l'abrégé et le simplifier de la manière indiquée répondrait aux vues du Conseil économique et social.

12. D'un point de vue financier, M. Herndl signale que le coût d'une page de rapport, y compris l'impression et la traduction en six langues officielles, est d'environ 700 dollars. Il rappelle que le rapport de la Commission avait, dans le texte anglais, 13 + 315 pages en 1980, 15 + 302 pages en 1981 et 15 + 220 pages en 1982. Manifestement, un rapport plus bref permettrait des économies considérables. Il faut espérer que d'ici à la prochaine session la question fera l'objet d'une réflexion qui aidera à dégager des solutions optimales. Le Sous-Secrétaire général conclut en déclarant combien il a été touché par le soutien que les délégations ont exprimé au Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, et en donnant l'assurance que le Secrétariat continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider les membres de la Commission.

13. M. SCHIFTER (Etats-Unis d'Amérique) appuie la suggestion du Sous-Secrétaire général tendant à reconsidérer la structure du rapport de la Commission. On pourrait imiter dans tout le rapport l'approche adoptée pour les situations de pays étudiées au titre du point 12 : elles sont traitées très brièvement, et l'on se borne à indiquer essentiellement les résolutions et les votes. De plus, les séances consacrées à l'examen du rapport ne constituent pas un travail très utile. Le rapport n'est pas non plus un instrument fiable pour les historiens, car de ce point de vue les comptes rendus analytiques sont beaucoup plus satisfaisants.

14. Les observations que vient de faire M. Schifter concernent la présentation des rapports en général, et non le travail du rapporteur de la présente session. Il relève cependant que certaines parties des débats de cette session n'ont pas été reflétées de manière exacte, notamment les déclarations de l'observateur d'Israël et d'autres déclarations concernant le Moyen-Orient. Au-delà de toute politique et de toute idéologie il aurait fallu rester fidèle à ce qui avait été dit en séance. La délégation des Etats-Unis d'Amérique avait jugé déséquilibrés les compromis auxquels on était parvenu au sujet de la manière de résumer les déclarations, mais elle n'avait pas insisté étant donné que, de toute manière, elle avait des doutes, d'une manière générale, sur l'utilité du rapport et ne voulait pas retarder la Commission.

15. M. McKINNON (Canada) appuie les observations du Sous-Secrétaire général sur le mode de présentation du rapport de la Commission. Simplifier ce rapport serait un gain de temps et d'argent, et épargnerait au rapporteur la tâche quasiment impossible de condenser tant d'interventions multiples et diverses pour dégager un "sentiment" de la Commission.

CLOTURE DE LA SESSION

16. Après un échange de félicitations et de remerciements, le PRESIDENT prononce la clôture de la trente-neuvième session de la Commission.

La séance est levée à 21 h 20.